

# Front Ouvrier

ORGANE D'INFORMATION ET DE DISCUSSION SYNDICALES

Administration: Madeleine KANN  
98, rue Sadi-Carnot, Vanves (Seine)  
C. C. Postal 12.2816 Paris

L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS  
SERA L'ŒUVRE  
DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES

Abonnement (12 numéros) ... 40 fr.  
Abonnement de soutien ..... 100 fr.  
Le Numéro ..... 4 fr.

## LUTTER

dans la C.G.T. et préparer les combats ouvriers

**L**A grève Renault a ouvert à la classe ouvrière la voie de l'action. Il n'est pas de jour sans qu'une nouvelle grève ne se déclenche. Dockers, métallos, minotiers, électriciens, etc.,... donnent raison à la tendance Front Ouvrier qui a toujours fait confiance dans la combativité ouvrière. Mots d'ordre, moyens d'action défendus par F.O. sont aujourd'hui repris par les ouvriers. Mais les directions syndicales, débordées localement, sont restées jusqu'ici assez puissantes pour endiguer le flot montant de la lutte prolétarienne. Leurs directives de passivité, leur hostilité à l'action directe, qui va jusqu'à briser les grèves, déterminent dans la classe ouvrière un courant de désaffection à l'égard de la C.G.T. Désaffection qui se manifeste soit par l'abandon de toute organisation syndicale, soit par le refus de payer les timbres, soit par la constitution d'une centrale dissidente. Ces faits nous obligent à préciser quelle devrait être, selon nous, l'attitude d'un syndicaliste révolutionnaire.

Nous pensons qu'à condition de ne pas confondre discipline bureaucratique avec discipline syndicale qui est respect des volontés des syndiqués, il faut lutter au sein de la C.G.T.:

l'organisation syndicale pour la défense des revendications ouvrières reste une nécessité;

le syndicalisme n'est efficace que s'il a un caractère de masse.

Le syndicat ne peut être une organisation d'affinité, il regroupe les salariés de toutes tendances.

Il faut aussi redonner à la C.G.T. un dynamisme à la mesure de la combativité ouvrière. Que partout retentisse le mot d'ordre « Chassons des directives les briseurs de grèves. La C.G.T. est le bien des travailleurs et non des bureaucrates permanents ».

Dans la préparation des luttes et au cours des luttes elles-mêmes apparaissent des organismes qui tendent à resouder l'unité ouvrière brisée par la politique de passivité des Jouhaux-Frachon. Ainsi dans la métallurgie parisienne, les premiers mouvements en février 1947 ont vu la naissance de comités de lutte. Que représentent ceux-ci?

Regroupements limités et spontanés d'ouvriers de toutes tendances syndicales: syndicalistes révolutionnaires de la C.G.T., C. N. T., inorganisés, ils expriment le besoin pour l'avant-garde révolutionnaire de trouver des formes d'organisation lui permettant de préparer et de diriger les luttes sabotées par les dirigeants de la C.G.T. Par leur nature même, les comités de lutte ne peuvent avoir qu'une existence temporaire limitée à la préparation et à la direction de l'action directe.

Nous estimons donc que les militants syndicalistes révolutionnaires doivent, aujourd'hui, savoir combiner le travail de développement de la tendance Front Ouvrier à l'intérieur de la C.G.T. avec la nécessité d'impulser pour la préparation des grèves l'organisation de comités de lutte réunissant par usine et entre les usines les travailleurs de toutes nuances d'accord sur les objectifs et les méthodes de l'action directe.

F. O.

## RENAULT

Une expérience de quelques jours qui comptent comme des années

25 avril 1947 : Les départements 6 et 18 des usines Renault se mettent en grève pour une augmentation de 10 fr. de l'heure sur le taux de base, et le paiement intégral des heures de grève. 1.500 ouvriers, tel est le nombre des grévistes. Un Comité de grève, élu démocratiquement, groupe les meilleurs camarades et dirige le mouvement dans ces départements.

Le premier problème qui se pose au Comité est de forcer l'isolement du mouvement dans lequel les cadres de la C.G.T. essaient de l'emprisonner. Il faut étendre la grève si l'on veut que celle-ci aboutisse.

Le jour même de l'éclatement de la grève, la majorité des ouvriers du secteur Collas se répandent dans l'usine, en cortège et essaient de faire débrayer les autres ateliers.

Ce n'est que le mardi 29 que la grève sera totale dans toutes les usines Renault. Tous les moyens ont été employés pour éviter à tout prix un débrayage général : la calomnie lancée à profusion contre les camarades qui avaient pris la tête du mouvement, le barrage systématique et organisé des actuels dirigeants de la C.G.T.

Et mardi après-midi, le Comité central de grève convoquait une importante réunion à la suite de laquelle une délégation massive de plus de 3.000 ouvriers se rendit à la direction.

Mais là, le Comité central de grève ne fut pas le reflet réel de l'ensemble des ouvriers. Il y eut une petite délégation qui monta à la direction. Lefaucheur, comme par hasard, était absent. 250 ouvriers seulement pénétrèrent dans le hall, alors que les 3.000 auraient dû monter dans les bureaux et, la discipline, organiser la publication des bilans et des papiers de la direction. Alors Lefaucheur n'aurait pas fait attendre les ouvriers.

Car Lefaucheur fit attendre les ouvriers. Fidèle à une vieille tactique bien connue, il pensait, justement, que le temps travaillait pour lui. Le C. C. de grève fut obligé de renvoyer les 3.000 ouvriers sans résultat.

L'apogée de la grève était atteinte. Les staliniens, passés complètement sous la table durant ces 4 jours, réapparurent.

Le mercredi après-midi, ils organisaient un meeting dans l'île avec Hénaff, Laru et Tostu. Il y eut des sifflements, des huées. Une délégation du Comité central de grève, venue pour donner son point de vue, fut repoussée brutalement et des coups furent échangés. Quelques camarades, dont une camarade femme, furent emmenés au poste des flics avec des menaces de renvoi, dont une fut d'ailleurs exécutée.

Le soir même, au nombre de 300, les staliniens essayèrent de chasser, par la force, les piquets de grève. Ils voulaient que, pour le 1<sup>er</sup> mai, l'usine fut nette, débarassée de tout « élément trouble ». Mais les ouvriers tinrent bon. Barricadés dans le secteur Collas comme dans une forteresse, ils attendirent de pied ferme les briseurs de grève. Ils ne vinrent pas, se contentant d'éliminer quelques piquets isolés.

Le 1<sup>er</sup> mai, le Comité central de grève sortait un tract payé en majeure partie par les ouvriers typos, rotos et linos de l'Entreprise de Presse. Des diffuseurs furent constitués pour que le Comité de grève se fit entendre à la manifestation. Des milliers de tracts furent distribués, mais les ouvriers eurent à faire face à la clique stalinienne qui, avec des méthodes dignes de la police bourgeoise : brutalité, fouille, interrogatoire, essayèrent d'empêcher les grévistes de s'exprimer.

Incapables de briser le mouvement dans l'usine, on essayait de le briser hors de l'usine.

Le Comité central de grève essaya de rompre ce barrage. Mais il ne s'appuya peut-être pas avec assez d'audace sur l'ardeur des 12.000 gars qui s'étaient prononcés pour la grève.

Ce furent de petites délégations, quelquefois quelques camarades seulement, qui se rendirent dans les usines de la métallurgie parisienne. L'accueil qu'ils reçurent fut divers, selon qu'ils s'adressaient aux ouvriers du rang ou aux délégués staliniens.

Partout les ouvriers répondirent chaleureusement à la grève et les listes de souscriptions reçues le prouvent abondamment; mais chez Unic, par exemple, si les ouvriers de l'usine A accueillirent la délégation favorablement, les staliniens de l'usine B se conduisirent comme des chiens de garde du capital, essayant de fermer la porte aux grévistes qui tentaient de pénétrer dans l'usine. Empêcher la généralisation, faire échec aux tentatives d'élargissement du mouvement, telle était la ligne des dirigeants de la Fédération des Métaux. Ils firent tout pour noyer et isoler Renault. Ils reprirent la revendication des 10 fr., la vidant de tout contenu, en la liant à l'augmentation de la production et la promettant pour demain.

Des usines débrayèrent, comme Renonidin, à Suresnes, Tubota, à Levallois. Mais il n'y eut pas de débrayage général.

Si, sur Renault, le débordement avait été général, sur l'ensemble de la région parisienne, le poids de l'appareil stalinien était encore trop puissant pour être balayé d'un seul coup.

Pendant ce temps, la section syndicale Renault ne perdait pas son temps : sortant tract sur tract, annonçant victoire sur victoire, elle menait des pourparlers avec la direction dans le but de liquider la grève au plus tôt, mais aussi empêchait, par la force, tout moyen d'expression du Comité central de grève, tels ces camarades accueillis à coups de pied dans le ventre, sous le prétexte qu'ils distribuaient des tracts.

Et le vendredi 9, après avoir obtenu 3 fr. de prime sur la production à venir, la section syndicale organisait un vote pour ou contre la reprise du travail.

Après 10 jours de grève, malgré les hésitations d'une direction jeune, spontanément sortie de la lutte, près de 7.000 ouvriers se prononcèrent pour la continuation.

Le lundi 12, le travail reprenait à peu près partout, sauf dans les deux départements où le combat avait commencé. Avec une volon-

té farouche, les 1.500 ouvriers de Collas décidaient de continuer. Leur persévérance et leur ténacité aboutirent à l'octroi d'une indemnité de 1.600 fr. par ouvrier que d'ailleurs la section syndicale enregistre à son actif.

Conclusion.

Démarrée spontanément, la grève Renault a surgi comme la marque d'un renouveau dans les luttes du mouvement ouvrier en France.

Montrant d'une part la ressource considérable d'énergie qui existe dans la classe ouvrière, d'autre part le rôle tout à fait net des dirigeants staliniens jaunes et briseurs de grève, le conflit Renault est le prélude à de grands combats.

Malgré une direction faible, que l'on ne peut cacher, malgré tout le poids que constitue la totalité d'un appareil syndical hostile à la légitime revendication des ouvriers, malgré un isolement dans l'usine et hors l'usine, malgré des méthodes employées qui déshonorent le mouvement ouvrier, malgré tout cela, la grève Renault reste un exemple.

Les traîtres se sont démasqués. Demain les ouvriers sauront de quel côté sont leurs vrais défenseurs. Ils éliront tout de suite leur Comité de grève, forme supérieure de la représentation ouvrière. Ils formeront leurs piquets de grève. Par milliers, ils étendront le mouvement et ainsi prépareront la grève générale, car rien n'est résolu et seule la lutte de classes peut apporter une solution à tous les ouvriers.

RENARD

## D'abord manger

C'est sur le marché, en achetant les denrées nécessaires à la confection des repas que l'on peut mesurer combien était légitime la colère des travailleurs de Lyon et des ménagères pénétrant de force dans les boulangeries, si l'on songe que le salaire minimum d'un manœuvre est de 7.000 francs net par mois et ce que doit dépenser une ménagère pour nourrir une famille de 4 personnes, il n'est pas possible qu'il en soit autrement car, d'une part le gouvernement est dans l'impossibilité de nourrir les travailleurs dans le cadre du régime de profit. En effet, on paie la viande à rôtir 280 fr. le kilog à la taxe, les petits pois valent 25 fr. la livre, les carottes nouvelles 22 fr. 50 la livre, les pommes de terre nouvelles 30 fr. le kg, 1 œuf vaut 12 fr. 50, 1 litre de vin 40 fr. Une ménagère qui fait, pour le repas de midi : 1 plat de viande, 1 plat de légumes frais et des fruits, et qui le soir servira 1 potage, 1 omelette, 1 salade et des fruits, aura dépensé dans la journée, pour nourrir une famille de 4 personnes, 500 fr. environ si l'on tient compte de ce qui, à côté, entre dans la confection du repas: vin, pain, beurre, graisse etc.; de plus, il faut payer le loyer, le chauffage, le transport, l'habillement, ce qui, pour une famille de

## Front Ouvrier en péril,

Souscrivez !

### LISTE DE SOUSCRIPTION

Sérignac	Fr.	100
Mouchot		10
Aulas		50
Lefèvre		20
Canonge		10
Lafuma		10
Electricité de France		310
Un groupe de métallos		450
Verdelhan		20
Vidalenche		500
Des cheminots		320
Mandin		10
Audebert		10
Total		1.820

Envoyez les fonds à : M. Kann, c.c. postal 12 28 16 Paris.

Ecrire, pour ce qui concerne :

La Commission administrative, et la Fédération des Employés, à : R. Dumont, 1, rue Sextius-Michel, Paris (15<sup>e</sup>);

Les Cheminots, à : Maertens, 158 rue Damrémont, Paris (18<sup>e</sup>);

Les fonctionnaires et la Rédaction, à : Penetier, 17, rue de Normandie, à Créteil (Seine).

Cheminots de Villeneuve, mineurs d'Alès, ouvriers boulangers, travailleurs des entrepôts d'essence, employés de banques, métallos, etc., secouent le carcan de la bureaucratie syndicale et, pour obtenir pain et salaires décentes, ils emploient la grève que certains dirigeants syndicaux osaient appeler « l'arme des trusts ». Seuls les syndicalistes révolutionnaires peuvent dire la vérité sur ces grèves car seuls ils sont sincèrement pour le développement et la conduite jusqu'à la victoire des combats ouvriers. Seuls ils peuvent dénoncer les combinards organisateurs de défaites. Mais pour remplir notre rôle il nous faut conserver notre moyen d'expression. Or Front Ouvrier est en péril par suite de rentrées financières insuffisantes. Il faut, dans les deux mois qui viennent, trouver, par les souscriptions et les abonnements pour rétablir notre équilibre financier, les fonds nécessaires.





